

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Economie, social, inégalités (France) > Transports (France) > Transports - Automobile > **Transports, carburants et Justice sociale : ce n'est pas le 17 novembre (...)**

Transports, carburants et Justice sociale : ce n'est pas le 17 novembre que nous pourrions nous faire entendre !

dimanche 4 novembre 2018, par [NPA](#) (Date de rédaction antérieure : 1er novembre 2018).

Depuis une semaine, circulent largement des appels à « manifester » le samedi 17 novembre, à « bloquer des routes ou des ronds-points », ou à « mettre un gilet jaune sur son tableau de bord ». Ces appels ont été largement relayés par les médias et les réseaux sociaux, et trouvent un écho dans les milieux populaires.

Le ras-le-bol que ces appels expriment est compréhensible. La hausse des prix des carburants, notamment celui du diesel, fait effectivement beaucoup râler dans les milieux populaires, car elle est perçue comme une mesure de racket à l'égard de toutes celles et ceux qui n'ont souvent pas d'autre choix que d'utiliser leur voiture pour aller travailler ou circuler pour les besoins de la vie quotidienne. Tout cela traduit pour partie un mécontentement social contre un pouvoir fort justement perçu comme un « gouvernement des riches ».

Pour autant, cette mobilisation est problématique. D'abord parce qu'avant d'être l'expression d'un mécontentement populaire, cette mobilisation est surtout porteuse d'une vieille revendication du patronat routier, pour qui les profits se mesurent à l'aune des tonnes de carburant mises dans les cuves de ses camions qu'il répand en masse sur le réseau routier, en contradiction avec les mesures les plus élémentaires de préservation de l'environnement. De plus, à l'origine et en soutien à ces appels présentés comme « citoyens » et « apolitique », on retrouve la droite extrême et l'extrême droite à la manœuvre : vidéo virale d'un dénommé Franck Buhler, militant d'extrême droite (dont les vidéos ont totalisées des millions de vue sur internet), soutiens immédiats de Marine Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan, rejoint ensuite par les (très à droite) Jeunes Républicains, relais dans la « fachosphère »...

On ne s'y trompera donc pas. Tout comme les syndicats CGT et Solidaires, samedi 17 novembre, nous ne mêlerons pas nos colères aux manœuvres des patrons et aux récupérations de l'extrême droite qui n'est pas une alliée de circonstance mais reste notre ennemie mortelle. Oui, tout augmente sauf les salaires, et les classes populaires ont bien raison d'avoir ras-le-bol de l'augmentation du carburant et des prix en général, conséquence du décrochage de plus en plus important entre les salaires (ou les pensions) et l'inflation. Oui, Il faut prendre sur les profits des capitalistes pour augmenter nos salaires. Oui, nous avons besoin de transports en commun gratuits. Et oui, une nouvelle organisation sociale est nécessaire, où nous n'aurions pas à nous serrer la ceinture pour mettre 10 litres de plus dans le réservoir de notre véhicule pour aller bosser pour des salaires de misère...

Tout cela, il faudrait pouvoir le dire, touTEs ensemble, dans la rue, par la grève, en bloquant le pays. Mais nous ne pourrions pas le dire le samedi 17 novembre dans des actions ou des rassemblements prétendument « citoyens » aux allures de foire poujadiste, dans lesquels nous nous retrouverions au côté des ennemis les plus farouches du mouvement ouvrier.

NPA, Montreuil, le 31 octobre 2018

P.-S.

- Jeudi 1 novembre 2018, mise à jour Jeudi 1 novembre 2018, 11:03 :
<https://npa2009.org/communique/justice-sociale-ce-nest-pas-le-17-novembre-que-nous-pourrons-nous-faire-entendre>